

Le président américain s'est exprimé sur le cas de Pierre-Claver Mbonimpa

RFI, 24-09-2014 Barack Obama souhaite la libération du Burundais Pierre-Claver Mbonimpa En marge de l'assemblée générale des Nations unies qui se tient ce mercredi 24 septembre à New York, le président américain Barack Obama a salué nominativement le travail d'une dizaine d'activistes à travers le monde et des militants des droits humains comme Pierre Claver Mbonimpa, détenu au Burundi pour atteinte à la sécurité de l'Etat, dont il a souhaité la libération. «À travers le monde, des hommes et des femmes courageux qui osent faire entendre leurs voix sont harcelés, attaqués et parfois même tués. Aujourd'hui, nous sommes là pour honorer ceux qui ont perdu la vie, parmi lesquels Eric Lembembe, au Cameroun, ou encore Salwa Bugaighis, en Libye», a déclaré le président américain. Barack Obama s'est également exprimé sur le cas de Pierre-Claver Mbonimpa. Le président de la principale organisation de défense des droits de l'homme au Burundi est incarcéré depuis le mois de mai pour «atteinte à la sécurité de l'État». Malgré la dégradation de son état de santé et son hospitalisation, depuis plus de trois semaines le tribunal de grande instance a décidé son maintien en détention. Les avocats de Pierre-Claver Mbonimpa continuent de demander qu'il soit libéré pour des raisons de santé. Le juge a aussi décidé de demander la mise sur pied d'une commission médicale désignée par le ministre de la Santé pour faire un rapport sur l'état de santé de cette figure la société civile burundaise. Une décision contradictoire - et qui montre la partialité de la justice burundaise - avait estimé la défense de Pierre-Claver Mbonimpa, au point que les avocats ont décidé de ne pas faire appel. «Nous nous tenons aux côtés de ceux qui sont détenus en ce moment même, comme au Burundi, Pierre-Claver Mbonimpa ou encore en Egypte, Ahmed Maher, a poursuivi Barack Obama. Ils méritent d'être libérés ; ils devraient être relâchés. Cette pression croissante envers la société civile est une campagne qui vise à affaiblir l'idée qui sous-tend la démocratie. Donc ce qu'il faut, c'est une campagne encore plus forte pour défendre la démocratie. Ces individus sont juste un échantillon, un exemple de l'extraordinaire volonté, courage et engagement des ces gens qui souvent ne font pas la une des journaux. Ce sont eux qui se passent chaque jour pour s'assurer que le monde devient un petit peu meilleur. Et quand des gouvernements se lancent dans des politiques contre les citoyens ou la société civile, en espérant que personne ne le remarque, c'est notre travail de mettre un coup de projecteur sur ces abus. Parce que vous n'êtes pas seuls. Vous ne le serez jamais. Les Etats-Unis sont avec vous, leur président est avec vous». «On vit dans un monde compliqué» Barack Obama admet toutefois que son pays soutient des régimes qui eux-mêmes violent les droits de leurs citoyens. «On vit dans un monde compliqué. On a des choix imparfaits. La réalité, c'est que parfois, pour le bien de notre sécurité nationale, les Etats-Unis travaillent avec des gouvernements qui ne respectent pas complètement les droits universels de leurs citoyens. Ce sont des choix, qu'en tant que président, je dois faire constamment. Et je ne vais jamais m'excuser pour faire tout ce qui est en mon pouvoir pour protéger le peuple américain. C'est mon premier et principal devoir», a dit le président avant de poursuivre sous les applaudissements «mais cela ne veut pas dire que les droits humains doivent être sacrifiés pour des raisons de commodités. Même si cela nous met dans une situation inconfortable, que cela cause des frictions, les Etats-Unis ne vont pas s'arrêter de demander le respect des droits de tous, de pousser ces gouvernements à respecter ces droits et libertés. Nous n'allons pas arrêter de faire cela parce que cela fait partie de notre identité, c'est ce à quoi on croit», a conclu Barack Obama.